



**Pré-session EPU sur le Cameroun  
Rapport de participation**

UPR-Info, une organisation de promotion de droits humains basé à Genève organise des réunions entre les représentations des états et les organisations de la société civile afin de discuter de la situation des droits humains dans les états qui passent leur Examen Périodique Universel dans sa 16<sup>ème</sup> session, programmée du 22 avril au 3 mai 2013. Le 1<sup>er</sup> mai 2013, le Cameroun passe devant le Conseil des Droits de l'Homme qui analysera ses rapports sur la mise en œuvre des droits de l'homme.

Des organisations de la société civile(OSC) camerounaise ont été invitées à faire des déclarations lors de la pré-session de l'EPU sur le Cameroun qui a eu lieu le 26 mars 2013.

Ont participé à ces assises près de 26 représentations diplomatiques. On a cependant déploré l'absence du Cameroun et ses pairs africains à l'exception de la Côte d'Ivoire.

Les OSC suivantes ont présenté des déclarations sur différentes thématiques tout en souhaitant que les pays présents puissent appuyer leurs recommandations sur la mise en œuvre effective des droits humains au Cameroun, au regard des instruments internationaux dont le Cameroun est partie et des engagements pris lors de son dernier passage à l'EPU en 2009.

Il s'agit de :

- **Franciscans International** qui travaille dans la région du Nord Cameroun et dont la problématique concerne les enfants de la rue, les mariages précoces, la déperdition scolaire ;
- **MBOSCUA** qui s'est appesanti essentiellement sur les violations des droits des peuples autochtones, notamment, la marginalisation des Mbororo, leur accès limité à la terre, etc.
- Le centre pour la promotion du droit(CEPROD) qui a évoqué les droits des LGBT, la liberté de la presse ;
- **EIP-Cameroun** , membre de la coalition des organisation de promotion des droits de l'enfant (COCADE) et du réseau camerounais des organisations de droits de l'homme (RECODH) qui a soulevé des problèmes relatifs aux droits de l'enfant et droits de la femme, notamment les abus sexuels, le trafic et la traite des enfants, la violence domestique et la faible participation des femmes à la gestion des affaires publiques.
- **Plan international** a présente la déclaration de la COCADE qui a soumis un rapport à l'EPU concernant la question des droits de l'enfant.
- **La coalition des ONG suisse** sur les droits de l'enfant a elle aussi fait une déclaration sur la situation des droits de l'enfant au Cameroun et comme les autres a proposé des recommandations pour le Cameroun

Les OSC ont continué leurs activités de lobbying auprès des représentations diplomatiques le 27 mars 2013. Une rencontre d'évaluation au eu lieu au terme de cette journée avec les structures invitées par UPR-INFO. Il s'en est dégagé que les pré-sessions étaient importantes pour aider les OSC à porter plus loin leur message et à cibler des pays particuliers afin de renforcer les recommandations à faire au pays lors de son passage à L'EPU.

Ci-jointe la déclaration de l'EIP Cameroun que je représentais à cette rencontre.

Fait à Genève le 28 mars 2013.

**Catherine MOTO ZEH / SG EIP- Cameroun**

*Organisation Internationale Non Gouvernementale (ONG) avec Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, de l'UNICEF, de l'UNESCO, de l'OIT et du Conseil de l'Europe*

*L'EIP-Cameroun est régie par la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sous arrêté n° 275/A/MINAT/SDL/SAC*

*BP 7715 Yaoundé – Cameroun Tél. : 77 87 13 45 / 77 60 23 34 / 981 39 19 Fax : (237) 22 22 62 62 / 22 23 01 70*

*E-mail : eipcam@hotmail.com / cieeyaounde@yahoo.fr*